

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à la suite de sa conférence sur le désarmement, les conflits internationaux et l'aide au développement, Nations unies, New York, le 28 septembre 1983.

QUESTION.- Il y a des discussions actuellement en-cours entre parties intéressées pour l'envoi d'observateurs des Nations unies chargés de surveiller le cessez-le-feu au Liban. Comment ces discussions se présentent-elles ?

- LE PRESIDENT.- Les premiers intéressés sont les Libanais eux-mêmes. Ils viennent de décider, après bien des difficultés, de se concerter pour proposer des solutions de réconciliation nationale à l'occasion du cessez-le-feu. Personne n'a donc à se substituer aux propositions des responsables, s'ils y parviennent eux-mêmes. Vous pouvez donc me demander mon opinion personnelle, mais je ne pourrai exprimer l'opinion de la collectivité internationale.

- Je crois que beaucoup d'esprits s'orientent vers l'idée d'une présence active de l'Organisation des Nations unies `ONU`, déjà présente au Liban par la FINUL et qui, comme je l'ai demandé ce matin, pourrait élargir sa mission, l'élargir géographiquement et politiquement, car ce sont ses observateurs et sa force qui auraient à se substituer aux forces particulières qui se trouvent à l'heure actuelle au Liban.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce qu'il est politiquement juste, juridiquement juste, que la France avec d'autres essaye de recoloniser l'Afrique, ce faisant en manipulant un groupe ethnique contre de nombreux autres dans un combat de pouvoirs ?

- LE PRESIDENT.- C'est une question que j'ai parfaitement comprise sur le -plan du vocabulaire grâce à la traduction, mais que je n'ai absolument pas comprise quant au sens qu'elle contient.

- QUESTION.- Monsieur le Président, dans le discours de ce matin, vous avez soulevé entre autres, le problème d'ethnies politiques qui préoccupe particulièrement le tiers monde, où la France joue un rôle important : le Tchad et le Liban. Je souhaiterais poser une ou deux questions à ce sujet, étant donné que l'opinion publique a tellement espéré et espère encore dans la victoire de mai 1981. Pour ce qui est du Tchad, le statu quo militaire actuel persiste en attendant la réconciliation nationale. Que fait la France dans ce domaine ? Ne craignez-vous pas que, sous la pression américaine, Hissène Habré avance vers le Nord, et que ferez-vous dans ce cas ? Après la visite de M. Roland Dumas chez le président Kadhafi, maintenez-vous vos contacts avec toutes les parties intéressées, y compris le GUNT, et où en êtes-vous arrivé ? Ma deuxième question concerne évidemment le Liban : ne craignez-vous pas que le rôle de la France, dont les avions sont intervenus dans le Chouf, pourrait affecter le rôle positif politique de la France dans une situation que vous-même et que M. Claude Cheysson ont qualifié de "guerre civile" et, sinon, pourquoi ?\

`Réponse à une question sur le Liban`.

- LE PRESIDENT.- La France est restée absolument fidèle aux engagements que j'ai pris, particulièrement au lendemain du mois de mai 1981, et elle ne se trouve aujourd'hui au Liban et au Tchad qu'à l'appel des gouvernements reconnus par la société internationale.

- Parlons d'abord du Liban : elle ne s'y trouve pas pour faire la guerre. Qualifier cette guerre de "civile" - bien entendu, il y a beaucoup d'éléments qui relèvent d'une guerre civile - ignorer les

interventions étrangères, ce serait, je crois, parler dans le vide. La preuve, c'est que lorsque l'on veut régler ou tenter de régler les problèmes du Liban, il faut généralement téléphoner dans les capitales étrangères. Mais il y a des implications multiples qui relèvent de l'une et de l'autre forme de guerre. Je crois que c'est plus honnête de le reconnaître comme cela.

- La France n'est pas là-bas pour faire la guerre. J'ai rappelé ce matin - et j'ai eu l'impression qu'il était temps de le rappeler car on l'avait vraiment oublié - que lorsque la France est allée participer à la force multinationale, elle était déjà dans la FINUL. Rappelez-vous : son premier mouvement et sa première mission ont été de porter secours aux Palestiniens qui se trouvaient écrasés sous les bombardements de Beyrouth ouest. C'est parce que la France était là qu'ils ont pu partir dignement. On s'en souvient : il y a des photographies, des images, des souvenirs, il y a aussi les témoignages de reconnaissance de ces Palestiniens. Cette mission a été prolongée peu après lorsqu'il s'est agi de protéger les survivants des camps de Sabra et de Chatila, c'est-à-dire qu'on a rempli un rôle utile, qui n'était pas un rôle de guerre, qui était un rôle de protection humaine.

- Si cette présence a changé de nature, c'est parce que simplement, depuis très peu de semaines, l'évacuation partielle de cette partie du territoire par l'armée israélienne a laissé le Liban face à lui-même et aux interventions qui se trouvaient derrière chaque faction de la guerre civile.

- Nous ne faisons pas davantage la guerre et nous ne tenons à tirer sur personne. Simplement on a tiré sur nos nationaux, en deux occasions. La première fois j'ai prévenu, la deuxième fois on a tiré. Il ne faut pas oublier que cette intervention violente n'a pas simplement visé les militaires, elle a visé l'ambassade et la résidence, et également les civils accrédités diplomatiquement qui s'y trouvaient. Le moindre de mes devoirs était de veiller à leur sécurité. Et c'est tout.

- Nous continuons d'être là pour tenter de rendre service, étant bien entendu que ce rôle incombe essentiellement à l'Organisation des Nations unies, et que nous ne voulons absolument pas l'étendre pour ce qui nous concerne. Pour nous, les Libanais, ce sont aussi bien les Maronites que les Musulmans, ce sont aussi bien les Musulmans que les Maronites. Le mot que j'emploie est un peu court, parce qu'il y a une infinité de groupes à l'intérieur du monde chrétien et une infinité de groupes à l'intérieur du monde musulman : mais ce sont tous des Libanais et nous sommes également leurs amis, il faut bien que ce soit clair.\

`Réponse à une question sur le Tchad`.

- Au Tchad, c'est avec beaucoup d'insistance que le gouvernement reconnu par la société internationale a demandé à la France de venir. Cela n'a rien de colonial, nous n'y sommes pas allés avec énormément d'entrain. Nous avons simplement considéré que c'était un devoir, par rapport à l'ensemble des Africains qui nous en pressaient. J'ajouterai, pour vous rassurer, que nous sommes prêts à partir dans la minute, dès lors que nous n'aurons pas le sentiment de laisser le Tchad soumis à la présence d'une armée étrangère `Libye`, à une agression étrangère. D'ailleurs, le propre de notre présence est à ce point pacifique qu'on n'a jamais tiré un coup de feu... Avouez que c'est quand même une situation conflictuelle réelle £ mais en même temps aménagée avec beaucoup de patience, dans l'espoir, dans l'attente d'une médiation à laquelle on travaille, d'une médiation réussie. Cette médiation, j'ai dit ce matin qu'elle supposait un cessez-le-feu pour les parties belligérantes - ce que nous ne sommes pas - et qu'elle supposait l'ouverture d'une négociation et le départ des armées étrangères dont la nôtre. C'est aussi simple que cela.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez dit ce matin, je vous cite : "Nous ne pouvons pas rejeter l'idée que les cinq puissances nucléaires, le moment venu, devraient discuter ensemble d'une limitation d'un système stratégique". Ma question est la suivante : pouvez-vous préciser ce que vous entendez par "le moment venu" ? Pensez-vous à un événement particulier après lequel il sera possible de procéder à cette négociation et, deuxièmement, cette proposition vise-t-elle également à faciliter les négociations à Genève ? Cela laisse-t-il entendre que l'Union soviétique `URSS` et les Etats-Unis pourraient se mettre d'accord pour déplacer le problème des forces nucléaires britannique et française à cette réunion dont vous avez parlé ?

- LE PRESIDENT.- J'ai le sentiment que vous parlez maintenant de la négociation sur les armements stratégiques, à ne pas confondre avec la négociation de Genève sur les armements ou sur les forces nucléaires intermédiaires. J'ai bien distingué : le discours que j'ai prononcé ce matin comportait trois parties - comme tous les devoirs classiques des rédactions françaises - mais le thème constant, c'était le désarmement.

- D'abord le problème de l'armement nucléaire intermédiaire, et le sujet déterminait la position française par-rapport à sa propre force.

- Ensuite le problème de l'armement stratégique, avec une incidente nécessaire mais brève sur les conflits particuliers type Tchad, type Liban.

- Et puis le désarmement par-rapport au développement.\

` Suite réponse sur une négociation sur les armements stratégiques `.

- C'était donc une ligne continue. Dans la partie consacrée à l'armement stratégique, vous l'avez parfaitement relevé, j'ai abordé ce problème d'une façon différente de celui des forces nucléaires intermédiaires pour lesquelles j'avais dit : "il n'est pas question pour la France de s'insérer dans cette discussion, nous n'avons rien à y faire, il n'y a pas de comparaison de -nature". Pour l'armement stratégique, si nous n'avons pas d'armement nucléaire intermédiaire - ce que j'affirme - comme nous avons un armement nucléaire - ce que j'affirme aussi - cet armement là est stratégique, parce que c'est la définition qui, à l'heure actuelle, a été adoptée par les Américains et par les Russes dans leurs propres discussions. Je ne rejette pas l'idée d'une conversation, peut-être même d'une négociation, entre les puissances nucléaires, les cinq puissances nucléaires qui se trouvent être les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Ils ont des choses à se dire & ils parleraient en tout cas du même type d'armement, ce qui n'est pas le cas des forces nucléaires intermédiaires.

- Je suis tout prêt à participer à une réunion de ce genre. Mais j'ai tout aussitôt fixé les conditions hors desquelles cette proposition deviendrait caduque.

- Il faut naturellement que se réduise ou se corrige la différence de -nature et de quantité entre l'armement des deux grandes puissances et les autres, parce que ce serait vraiment des débats tout à fait hypocrites. Considérez que, avant qu'on en arrive aux 98 fusées françaises à-partir de 9000 ogives, on a de quoi discuter, et les deux grandes puissances ont de quoi diminuer leur armement ! Si elles ne le faisaient pas, la discussion serait inutile. J'ai indiqué d'autres conditions dans mon exposé sur le rapport des forces conventionnelles, sur les armes chimiques, sur les armes biologiques, sur les armes dans l'espace & mais je ne récuse pas l'idée. J'indique simplement que les moyens diplomatiques, pour être réunis, exigent, de la part des deux plus grandes puissances, qu'elles se préparent à admettre que l'effort initial et principal sera le leur.\

QUESTION.- Comment pouvez-vous expliquer ce manque de logique : d'une part vous voulez une politique de défense française très forte en Europe contre l'Union soviétique `URSS`, et d'autre part vous aidez le gouvernement sandiniste du Nicaragua, qui est fermement appuyé par les Soviétiques. Comment pouvez-vous expliquer ce manque de logique, ou voulez-vous au contraire mettre au défi la doctrine Monroe dans les Amériques ?

- LE PRESIDENT.- C'est une logique impressionnante qui n'échappe qu'à quelques-uns. D'abord, à propos de votre définition d'une politique française très dure contre l'Union soviétique : nous n'avons pas de politique contre l'Union soviétique. Je tiens à corriger votre impression. Nous voulons simplement que la France reste un pays indépendant. Comme vous le voyez, non seulement il veut être militairement indépendant, mais il veut également être indépendant dans ses jugements. Alors cela s'applique à l'Amérique centrale. C'est une logique impressionnante : indépendant partout. Je ne vois pas pourquoi on le serait dans un cas et pas dans l'autre. Nous n'avons pas du tout de politique contre & nous n'avons pas de politique agressive & nous n'avons pas de politique offensive & nous voulons assumer notre défense nationale, minimum indispensable à notre sécurité. Et nous disons aux Russes : "comprenez-le. Vous ne voulez pas le comprendre ? Dans ce cas-là, on ne vous écoute pas". Cela n'a rien d'agressif et notre force n'est pas spécialisée contre l'Union soviétique. C'est tout.\

` Suite réponse sur l'aide au gouvernement sandiniste `.

- Quant au mouvement sandiniste `Nicaragua` c'est l'explication que j'ai déjà donnée aux Etats-

- QUANT AU MOUVEMENT SANDINISTE EN NICARAGUA, C'EST L'EXPLICATION QUE J'AI DÉJÀ DONNÉE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, JE NE VEUX PAS TROP Y REVENIR. MAIS, PERSONNELLEMENT, JE PENSE QUE LES RÉVOLUTIONS, QUE LES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION QUI SE PRODUISENT EN AMÉRIQUE LATINE, SPÉCIALEMENT EN AMÉRIQUE CENTRALE, NE SONT PAS À L'ORIGINE TÉLÉGUIDÉS PAR L'UNION SOVIÉTIQUE `URSS`. C'EST UNE VUE SCHÉMATIQUE, UNE SIMPLIFICATION OUTRANCIÈRE. C'EST VOIR TOUTE L'HISTOIRE DU MONDE À TRAVERS LE CHOC ENTRE LES DEUX PLUS GRANDES PUISSANCES. JE VOIS LÀ D'AILLEURS UN TRÈS GRAND DANGER DANS LE DEVENIR DE LA PENSÉE QUE DE S'ARRÊTER À CES NOTIONS SOMMAIRES. UN MOUVEMENT DE LIBÉRATION SE FAIT À LA FOIS POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE ET AUSSI POUR ÉCHAPPER - JE CROIS QU'ON PEUT LE DIRE - AUX PUISSANCES FINANCIÈRES, ÉCONOMIQUES QUI FAISAIENT QUE, POUR BEAUCOUP DE CES PAYS, LEUR SOL, LEURS TERRES PRODUCTIVES NE LEUR APPARTENAIENT PAS. BON, ILS SE RÉVOLTENT, ILS SE FÂCHENT. MAIS SI ON NE COMPREND PAS CELA, SI ON LEUR ATTRIBUE TOUT AUSSI TÔT UNE VOLONTÉ IDÉOLOGIQUE DE DESTRUCTION DU MONDE OCCIDENTAL, ALORS QU'IL S'AGIT D'OCCIDENTAUX EUX-MÊMES, À CE MOMENT-LÀ, ON LES PRÉCIPITE DANS LA MAUVAISE LOGIQUE DU RAISONNEMENT DONT VOUS VEENEZ DE FAIRE ÉTAT À L'INSTANT.

- Et il arrivera un moment où ceux qui parlent comme vous auront tout à fait raison : ceux-là ont créé une autre logique puisque s'il y a lutte, on va chercher des armes et des soutiens ailleurs. Comme il n'y a pas beaucoup de monde qui puisse être partout à la fois dans le monde, sinon les deux plus grandes puissances, on trouve une fois de plus la compétition.

- Mais c'est vrai qu'à compter d'un certain moment, si les pays dont je vous parle ont le tort de s'inscrire dans la logique des deux blocs, on n'échappera plus aux conséquences de cette logique, ce que je regretterais. Je ne suis pas du tout prêt à soutenir qui que ce soit pour nuire aux États-Unis d'Amérique & simplement je parle selon ma conscience d'un problème qui me paraît devoir être compris autrement qu'il ne l'est.\

QUESTION.- Monsieur le Président, que pouvez-vous faire pour obtenir que la Syrie et l'Union soviétique `URSS` abandonnent leur opposition à l'utilisation d'observateurs du cessez-le-feu des Nations unies au Liban et je vous poserai ensuite une question qui fait suite à celle-ci.

- LE PRÉSIDENT.- Ce que je peux faire, c'est dire, insister, proposer. Je n'ai pas d'autres moyens, et je n'ai pas l'intention d'en utiliser d'autres. Je crois que si ces pays sont vraiment déterminés à choisir des solutions pacifiques négociées plutôt que le contraire, il faut qu'ils engagent la discussion sur le terrain des observateurs neutres. C'est tout ce que je puis vous dire à ce sujet.

- QUESTION.- J'ai une autre question dans le même sens. Monsieur le Président, le ministre des affaires étrangères de la Syrie, aujourd'hui à l'Assemblée générale, a accusé les alliés et la force multinationale d'essayer de refaire du colonialisme au Moyen-Orient. M. Khaddam a également demandé le retrait de la force multinationale. Quelle est votre réaction ?

- LE PRÉSIDENT.- Toute armée étrangère qui se trouve sur un sol indépendant sans consentement des autorités légitimes de ce gouvernement fait du colonialisme. Alors, dans ce cas-là, il faut que la Syrie réfléchisse à deux fois avant d'employer ce vocabulaire.

- Je tiens à vous dire que les choses sont toutes simples : la France est toute prête à quitter le Liban, dès lors que les armées étrangères aussi agiront de la sorte. Donc, ceux qui posent le problème dans ces termes risquent de se trouver enfermés dans leur propre piège. Il faut que tout le monde s'en aille, et qu'on laisse enfin les Libanais entre eux. Je dois dire que même entre eux, ce n'est pas toujours agréable à vivre ! Mais la plupart sont quand même des gens très attachés à leur patrie. Laissons-les décider eux-mêmes. C'est tout ce que je veux faire. La France ne pèsera aucunement là-dessus, je peux vous le garantir.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans votre discours ce matin, il n'a presque pas été fait mention de la coopération qu'apporte la France aux pays du tiers monde, dont le mien, Haïti. Est-ce que la France a l'intention de consacrer un plus haut budget à ces projets de développement et de combien sera-t-il ?

- LE PRÉSIDENT.- Je vais enchaîner en revenant sur la fin de la question posée précédemment qui intéresse - j'ai pu m'en apercevoir en vous regardant - un certain nombre de correspondants de presse. J'ai bien dit tout à l'heure que la France n'avait pas d'ennemis au Liban, et la Syrie n'est pas un ennemi. Nous entretenons des relations diplomatiques et nous discutons, y compris

dans cette maison, avec la Syrie. Je lui parle donc simplement en conscience et sans animosité, mais il faut parler en gens responsables & c'est ce que je m'efforce de faire.

- Quant à vous, monsieur, je vous répondrai que la France cherche à se placer en situation régulière par-rapport aux décisions des Nations unies quant aux montants de l'aide à apporter aux pays en voie de développement. Ce montant a été estimé sous forme de pourcentages et de pourcentages par-rapport au Produit National Brut : 0,7 % pour les pays en voie de développement, donc 0,15 % de ce Produit National Brut pour les pays les moins avancés. Comme tous les autres, la France avait pris du retard par-rapport à cette perspective & j'ai donc décidé en 1981 d'un effort pour atteindre les plafonds indiqués au-cours des années qui suivraient et j'ai tenu cet engagement. Dans chaque budget, nous montons & la hausse est réelle. Je vais vous donner simplement un chiffre : l'augmentation des dépenses du budget pour la France cette année est de 6,3 %, c'est-à-dire inférieure à l'inflation, ce qui montre la rigueur de ce budget & l'augmentation des dépenses du budget pour les pays en voie de développement est de 17 %. On a augmenté de 6 % pour la France et de 17 % pour le développement.\

QUESTION.- Dans vos remarques, ce matin, monsieur le Président, vous n'avez pas mentionné l'Afrique du Sud. Nous nous demandons si c'est par omission. Est-ce que vous pouvez nous dire en tant que l'une des cinq parties-clés, comment vous voyez le retard apporté à l'accession à l'indépendance pour la Namibie ? Comment expliquez-vous ce retard, vous qui êtes une des parties-clés et en tant que membre du conseil de sécurité ? Pouvez-vous répondre aux accusations lancées selon lesquelles votre pays collabore avec l'Afrique du Sud pour la mise au point d'une bombe nucléaire.

- LE PRESIDENT.- On vient de dévier tout d'un coup, là. Le début de votre question était d'une impartialité qui me touchait et puis la conclusion - il est vrai qu'on dit en latin "in cauda venenum" - la fin de votre question m'a fait frémir.

- Je n'ai pas parlé spécialement de la Namibie pour une raison toute simple. J'ai écrit mon discours avec ma plume, et autant que possible avec ma tête. Quand je suis arrivé à la page où j'ai voulu parler des conflits, je me suis aperçu qu'il fallait que j'en ajoute trois, tellement il y a de conflits, avec le risque, toujours, d'en oublier un, et donc de justifier à ce moment-là la question que vous venez de me poser. Il y en a partout alors j'ai cité les secteurs - vous pourrez retrouver mon discours. Je cite en particulier l'Afrique & et si, en effet, j'avais voulu être exhaustif, j'aurais dit - en ce sens je comprends tout à fait votre question - j'aurais dû et pu dire, d'abord Afrique australe, Namibie, les pays du Front. J'aurais pu continuer avec l'Afrique saharienne, j'aurais pu continuer en parlant de l'Afrique centrale, du Nord-Est, du Tchad, etc..., j'aurais pu continuer en abordant les autres continents. Déjà, voyez, je suis en-train de refaire un discours avec trois pages de plus. J'ai cité les grands secteurs par continent et je pensais évidemment - mieux vaut le dire alors puisque la question m'est posée - à la Namibie.

- Il serait bien injuste, monsieur, de reprocher à la France d'être dans le groupe des Cinq le pays qui, précisément, est celui qui constamment tend à accélérer l'allure pour aboutir à l'indépendance namibienne et à la fin des incursions de l'Afrique du sud en Angola. Ce serait vraiment très injuste et ce serait un contresens. Donc je tiens à vous dire : oui, il faut que la Namibie soit indépendante, il faut que cela soit le plus tôt possible. J'en ai discuté un moment avec le représentant de la SWAPO que j'ai rencontré ce matin, et qui, lui, ne s'est pas trompé, comme d'autres, sur la signification de la position française.

- Alors, quant à la fabrication de la bombe nucléaire entre l'Afrique du Sud et la France, je ne suis pas au courant, pas du tout au courant. Mais ce n'est pas une façon de vous répondre, parce que nous ne collaborons pas à la fabrication de la bombe nucléaire en Afrique du Sud, c'est tout. C'est peut-être une rumeur, monsieur, vous allez m'aidez certainement à la faire cesser.\

QUESTION. Pensez-vous que les propositions Reagan suffisent pour permettre un accord avec les Soviétiques aux entretiens de Genève ? Est-ce que vous êtes optimiste ?

- LE PRESIDENT.- Je constate qu'il y a progrès. Je ne pense pas que ce progrès soit suffisant pour que les Soviétiques et les Américains puissent se déclarer d'accord sur la solution à adopter.

- QUESTION.- Nous venons d'apprendre que M. Andropov a réagi très sèchement aux

propositions de M. Reagan. Il les rejette. Que pensez-vous de cette réaction ? Ne ruine-t-elle pas les chances d'un dialogue serein que vous souhaitiez ?

- LE PRESIDENT.- Il me semble que ce que je viens de dire correspond assez bien à ce que vous m'annoncez puisque je termine en disant : "Non, je ne crois pas que cela suffise", et l'intervention de M. Andropov vient de le démontrer. En vérité, ce qu'il y a d'extrêmement difficile dans la façon dont ce problème a été abordé, c'est qu'au fond de tout, les raisonnements, même quand cela n'est pas tout à fait dit, sont les suivants.

- D'un côté on dit : on ne peut négocier et retirer les futurs Pershing II que s'il ne reste pas de SS 20 £

- Tandis que de l'autre on dit : on ne pourra finir par négocier que s'il n'y a pas du tout de Pershing II.

- Ce sont deux langages qui ont beaucoup de peine à se recouper. Donc, je pense que l'intervention de M. Reagan a marqué un effort très réel des Etats-Unis d'Amérique pour trouver un terrain de rapprochement, en tout cas un terrain de discussion, je n'ai pas encore dit un terrain d'accord. M. Andropov a fait quelques propositions au-cours de ces derniers mois qui également marquaient un désir de trouver un terrain de discussion, mais je n'ai pas encore dit non plus un terrain d'accord. Ce que vous venez de me dire montre que nous ne sommes pas encore arrivés à ce point et que les choses vont être de plus en plus difficiles à mesure que l'on approchera des 15, 16 et 17 novembre.\

QUESTION.- Ce matin, vous avez suggéré qu'il était nécessaire de réformer le système monétaire international. Je crois que vous avez mentionné cela plus tôt également. Est-ce que vous aurez une approche ou une initiative à ce sujet ?

- LE PRESIDENT.- Cette initiative a déjà été prise et présentée par la bouche du ministre de l'économie et des finances français, M. Delors, qui participait d'ailleurs à des discussions à ce sujet, cette semaine aux Etats-Unis d'Amérique. Il y a dit qu'après tout, dans l'état actuel des choses, plutôt que d'opérer des réformes de structure très difficiles à obtenir du Fonds Monétaire International, mieux valait avoir des dispositions touchant aux quote-parts et aux distributions de tirages spéciaux et de réserver une priorité dans ces financements aux pays en voie de développement. C'est une approche tout à fait pragmatique et pratique du problème, mais qui va dans le sens souhaité par les pays en voie de développement.\

QUESTION.- Monsieur le Président, si le conflit libanais s'accroît, pensez-vous envoyer plus de troupes au Liban ?

- LE PRESIDENT.- Je vous répète, monsieur, que la France n'est pas en état de belligérance au Liban. Son premier pas a été fait au Liban au travers de la force internationale de l'ONU, puis ensuite sous la forme de la force multinationale dont nous avons parlé tout à l'heure, c'est-à-dire que la France a déjà beaucoup de ses soldats là-bas. La France ne s'est pas donnée comme mission de régler par ses propres moyens le problème libanais, qui concerne d'abord les Libanais. Je ne veux donc pas faire des hypothèses qui seraient entièrement gratuites aujourd'hui. Est-ce que cela s'aggravera, est-ce que cela s'arrangera ? Selon la réponse à cette question, j'aviserais. Mais je ne souhaite pas, je ne désire pas engager la France dans un conflit qui sortirait alors des évaluations qui ont été faites jusqu'ici.

- J'ai encore confiance dans la capacité des Libanais à surmonter leurs divisions et à réaliser une réconciliation nationale. Ce qui veut dire à écarter du même coup, autant qu'il leur sera possible, les armées étrangères. Je vous ai dit, monsieur, tout à l'heure, que je faisais appel à l'Organisation des Nations unies pour qu'elle recouvre tout ce terrain à la place des troupes nationales qui s'y trouvent. Ce sera à l'ONU de répondre à cette question, et pas à la France.

- QUESTION.- Monsieur le Président, la mission du contingent français était de tenter de rendre service au Liban. Est-ce que vous pouvez définir plus précisément la mission du contingent puisque dans le discours, vous parlez du vœu de la France et non pas de la mission que vous donnez au contingent.

- LE PRESIDENT.- La mission du contingent français reste ce qu'elle était, c'est-à-dire tenir la zone de Beyrouth où elle se trouve et qui lui a été attribuée dans le cadre de la force multinationale sous le couvert et sous l'autorité du gouvernement libanais. Dans sa mission, reste

multinationale sous le couvert et sous l'autorité du gouvernement iranien. Donc sa mission reste celle qu'elle avait, étant entendu que l'évolution rapide de cette situation conduira sans doute à un nouvel examen de cette question.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le conflit irako-iranien semble vous préoccuper tout particulièrement. Vous avez déjà délivré, ou vous êtes en voie de délivrer à l'Irak des Super-Etendard. Prenez-vous au sérieux les menaces iraniennes de bloquer le détroit d'Ormuz, et que comptez-vous faire à ce sujet ?

- LE PRESIDENT.- Le problème de la guerre entre l'Irak et l'Iran m'intéresse en effet dans la mesure où je pense que c'est un des conflits les plus importants qui se déroulent à l'heure actuelle à la surface de la planète. Il se trouve que sur cette frontière historique, séculaire, on a toujours constaté des avancées d'un côté ou de l'autre, entre deux mondes. A quoi se mêlent les considérations religieuses et spirituelles qui ne sont pas négligeables et sont respectables. Sur le plan des observations que je puis faire en tant que citoyen, observateur le cas échéant, historien comme beaucoup d'entre vous, je peux dire que c'est un aspect important de l'histoire actuelle. Quant au rôle de la France, il a été déterminé bien longtemps avant moi puisque nous en sommes encore à appliquer en France, les accords signés dans les années 1977, 78, 80. Nous en avons signé un, un peu plus tard, un seul. Mais nous en sommes encore à l'exécution des accords anciens. Vous avez parlé du Super-Etendard `avion`. Je serais très intéressé de savoir - mais je ne pense pas que ce soit vous qui puissiez me le communiquer - quels sont les fournisseurs d'armes à l'Irak et à l'Iran : ceux qui fournissent à l'Irak, ceux qui fournissent à l'Iran et ceux qui fournissent aux deux. Quand je serai mieux éclairé sur cette réponse, je vous ferai la mienne.\

QUESTION.- Dernière question, monsieur le Président. Il y a des informations selon lesquelles la France menace de se retirer du groupe de contact si le problème de la Namibie n'est pas sorti de l'impasse dans laquelle il semble se trouver. Première question : est-ce exact ? Deuxième question : les négociations sur la Namibie se trouvent-elles dans une impasse sur le problème des troupes cubaines en Angola ? Et troisièmement : voyez-vous une issue à cette impasse ?

- LE PRESIDENT.- Sur la première question, madame, c'est vrai que la France éprouve quelque gêne à voir le groupe de contact piétiner dans cette affaire namibienne et si ce groupe de contact devait ne servir à rien, la France s'en retirerait. Enfin, la preuve n'est pas faite. Deuxièmement, quelle issue ? Est-ce que ce problème est bloqué par la présence des troupes cubaines ? Je ne crois pas. Il y a la volonté de l'Angola, par exemple, qui s'est exprimée. Je pense que des concessions mutuelles restent possibles. Donc, le jeu n'est pas fermé. Il est très difficile, c'est tout ce que je puis dire. Je vous remercie.\